

GRUPE «ENSEMBLE POUR L'AVENIR DE METZ»

ENSEMBLE POUR L'AVENIR DE METZ



1) Restons mobilisés pour l'Avenir de Metz

Le Président de la République a pris, sans concertation et sans discernement, la décision de supprimer 6000 emplois militaires et civils sur Metz et les villes avoisinantes.

La majorité UMP locale a brillé par son inefficacité à anticiper ces mesures.

L'opposition municipale « Rauchiste » quant à elle se félicite même de la fermeture de ces bases militaires. Dont acte.

Notre Maire, Dominique GROS, en réaction immédiate, a réuni les partenaires socio-économiques et les Maires des Villes concernés afin d'élaborer ensemble, une réponse offensive.

La création du « Comité stratégique de revitalisation et de développement de la Métropole de Metz ».

Cet outil permet et permettra de s'assurer que les mesures compensatrices promises soient bien engagées par l'Etat d'une part et de travailler à un projet de développement nouveau pour l'avenir, d'autre part.

Les élus socialistes et la majorité municipale de la Ville de Metz, sont et resteront mobilisés pour assurer l'avenir de Metz, avec vous.

Le Président de la République étant le champion des promesses non tenues.

2) Vice-présidences de la CA2M

À juste titre, la question du nombre de vice-présidents à la CA2M fait débat.

Certes, la situation trouvée, héritage du passé, est ancrée dans les habitudes des élus. Mais très vite, il nous faut aboutir à une solution équilibrée de la réduction du nombre des délégués et donc des vice-présidents. Conditions, sine qua non, d'une gestion moderne et proche des citoyens de la Communauté d'Agglomération.

La Municipalité de Metz qui fournit 70 % des recettes en taxe professionnelle et qui représente 60 % de la population de la CA2M est prête à participer à ces changements.

Est-ce pour cela que l'opposition municipale « rauschiste » a joué contre Metz lors de la réélection des vice-présidents ? aurait-elle peur d'une gestion saine et moderne de la CA2M.. ?..

Les Messines et les Messins méritent mieux que ces jeux politiques.

Les élus de la majorité depuis à peine six mois agissent, quant à eux, au quotidien, efficacement et avec pragmatisme pour le développement de la ville ainsi que de la métropole.

Antoine FONTE
Adjoint au Maire
Chargé de la Culture

Une rentrée difficile

Durant tout l'été, les médias ont parlé, à juste titre, des difficultés financières des français.

En effet, une enquête de l'INSEE nous indique que 48% des familles n'ont pas pu partir en vacances, et celles qui sont parties ont fait particulièrement attention à leurs dépenses.

La rentrée se fait dans des conditions tout aussi difficile et la baisse du pouvoir d'achat se fait durement ressentir.

Malgré les propos optimistes du gouvernement, chacun constate que la crise est bien réelle.

Le coût de la vie augmente bien plus vite que les salaires, ainsi que le montre l'augmentation du prix du carburant.

Il convient donc de poser de manière urgente la question clé de la hausse des salaires qui est un moteur essentiel de l'amélioration économique et sociale du pays.

Ce changement de cap est nécessaire pour répondre aux besoins de nos concitoyens.

Pour cette raison, la priorité au social devrait être au cœur des

choix politiques, tant au niveau de l'État que de la Commune, du Département ou de la Région. La nouvelle majorité municipale en place depuis avril a déjà donné des signes forts en ce sens. L'amélioration de l'encadrement et la tarification plus équitable de la restauration scolaire ainsi que l'augmentation des accueils périscolaires en sont des exemples.

Comme vous le savez, les élus communistes sont depuis toujours particulièrement attentifs à ces questions.

Ils s'engagent donc à porter ces exigences dans le cadre du prochain budget municipal afin que les projets menés tiennent plus et mieux compte, que par le passé, des préoccupations et des attentes des salariés et des familles.

Laure DUPONT, Gilbert KRAUSENER,
Danielle BORI, Jacques MARECHAL

La démocratie participative implique dans la pratique de penser la ville comme un espace où vivent des êtres humains et de penser les politiques publiques en fonction de leurs attentes et de leurs besoins. C'est la condition pour un développement soutenable et solidaire.

Ce principe, porté depuis longtemps par les Verts, est au cœur de l'action des élus de la majorité municipale avec la mise en place des comités de quartiers, et nous vous invitons à participer nombreux aux réunions d'information.

Alors que le gouvernement, après avoir vidé le Grenelle de l'Environnement de toute substance et pris des mesurètes sans rapport avec l'urgence de la situation, porte un mauvais coup au tissu économique de toute l'agglomération avec des restructurations militaires décidées sans concertation, il est nécessaire de réaffirmer avec force que l'urgence écologique doit être le moteur du développement économique.

Cela passe par des mesures fortes de compensation axées sur le développement de la recherche et des industries écologiques, seule voie d'avenir pour que la Lorraine regagne sa place de région industrielle et crée des richesses pour ses habitants.

Transports, rénovation de l'habitat ancien, économies d'énergie, production d'énergies renouvelables, dépollution des sites dégradés, sont les activités qui ont des conséquences directes sur l'amélioration de la qualité de la vie et de la santé des personnes.

Ce sont ces activités que nous voulons voir se développer ici.

Vous pouvez compter sur nous, et sur notre énergie, renouvelable elle aussi.

Brigitte Leblan
Pour Les Verts

Vice-Présidente du groupe Ensemble Pour l'Avenir de Metz

Un nouvel élan pour la ville

Elus en mars de cette année, voilà presque deux saisons écoulées. Une première saison à s'approprier les dossiers et une seconde dédiée à l'action en posant les premiers jalons de notre politique pour la ville.

Après donc ces six premiers mois de mandat, notre état d'esprit reste le même et notre engagement au service de tous, trouve aujourd'hui sa traduction dans notre action municipale.

Metz en Fête et ses 150 spectacles, proposés à travers la ville, à travers les quartiers. Le succès retentissant de Metz Plage, une réussite liée non seulement à ses équipements mais aussi à son animation. Metz Plage c'est Metz autrement.

La rentrée scolaire et l'extension de l'accueil périscolaire à toutes les écoles après la classe mais désormais aussi le matin, l'augmentation de la capacité d'accueil de nos cantines et la nouvelle offre tarifaire : voilà la marque d'une vraie volonté, préférant la politique de l'offre plutôt que celle de la demande. Devancer les besoins et être force de proposition.

Agir en ce domaine, c'est aussi agir sur l'économique. Renforcer

l'attractivité de notre cité en apportant aux candidats à l'installation l'accompagnement nécessaire à faciliter leur vie professionnelle et leur vie familiale.

Renforcer et augmenter l'attractivité de notre ville et de notre agglomération est plus indispensable que jamais. L'été étant aussi une période propice à l'annonce des mauvaises nouvelles par les gouvernements, nous avons pu découvrir l'ampleur des restructurations militaires.

Voici un nouveau défi pour la majorité municipale. Aussi, nous avancerons unis dans notre diversité pour construire ensemble un nouvel avenir pour Metz.

Stéphane MARTALIÉ
Conseiller municipal MoDem
Vice-président du groupe
Ensemble Pour l'Avenir de Metz

PLUS ASSEZ DE MILITAIRES, TROP DE VICE-PRESIDENTS ?

La fin de l'été et la rentrée ont été largement dominées par deux sujets : le nombre de Vice-Présidents à la CA2M et les restructurations militaires avec leurs conséquences sur Metz et la Moselle. Sur ces deux sujets, on perd quelques idées simples.

CA2M :

La Communauté d'Agglomération de Metz Métropole, créée par Jean-Marie RAUSCH, s'est constituée au cours du précédent mandat très progressivement : d'abord sur le noyau des 10 communes du district, pour atteindre aujourd'hui 40 communes. Les Maires des communes étant le socle de cette institution encore jeune, il était naturel qu'ils soient associés aux décisions capitales pour cette communauté naissante.

Cependant, conscient d'une réforme nécessaire, l'ancien Président a proposé de réviser les statuts de la CA2M et a notamment réduit le nombre de représentants de la Ville de Metz sans en perturber la gouvernance. Curieusement, aucune autre proposition ne s'est faite jour de la part de ceux qui aujourd'hui critiquent le système adopté il y a pourtant moins d'un an...

Restructurations militaires :

Elles sont nécessaires depuis bien longtemps et il faut avoir le courage de les faire : sous la double exigence de la géopolitique comme des impératifs budgétaires, 2 réformes sont engagées : réduction des effectifs militaires de moitié, recherche d'une efficacité accrue de nos armées dans l'environnement nouveau, constitué à la fois par la chute du mur de Berlin le 9 novembre 1989 et les attentats du 11 septembre 2001.

On ne peut en rester à une vision historique « Metz défend l'Etat » disait Vauban. Qui pense que c'est encore le cas ? Personne.

On ne peut, non plus, mépriser l'image de Metz, ville de garnison pour ensuite ne voir dans le militaire qu'un client de la boulangère. Tout ceci est réducteur. Metz doit conserver son rôle de haut commandement militaire, mais s'adapter au nouveau format.

Quant à l'aspect économique, en s'appuyant sur les promesses importantes du Président de la République -dont la cession des terrains à l'euro symbolique et l'arrivée de 1500 fonctionnaires civils ne sont pas des moindres- il convient de profiter de cet élan en définissant de nouveaux projets pour Metz, et ne pas se contenter de rappeler ceux déjà actés dans le plan Etat/Région.

A cet égard, nous sommes très surpris du silence sur la fonction de la base 128. On ne peut plus se payer le luxe de bases aériennes sans avions. Aussi, les importants terrains de la base seront-ils demain plus féconds comme zone artisanale logistique ou d'habitat qu'en aéroport générant le ballet des avions de combat dans le ciel de Metz. Ceux du 2ème Génie permettront un nouvel élan pour les activités économiques portuaires de notre ville, qui manque cruellement d'un port à containers. De nouveaux projets doivent émerger aujourd'hui, comme ce fut le cas hier avec Jean-Marie RAUSCH (Arsenal, Bridoux, Mercy, Grand Maison, Boulevard de Trèves...) et nous devons continuer à exiger un projet Campus et l'installation à Metz de l'Agence Régionale de la Santé par exemple.

Tout ceci générera de nouvelles recettes fiscales. A nous de nous retrousser les manches et d'être ambitieux en projets plutôt que dépensiers de nos ressources...

C'est en allant dans ce sens qu'on garantira l'avenir de Metz.

Patrick Thil

Pour le groupe « Destin pour Metz »

Christine Genet, Michèle Lety, Khalifé Khalifé,

Dominique Boh-Petit, Anne Stémart, Jérémy Aldrin



Marie-Jo
ZIMMERMANN



Christian
ANTOINE



Nathalie
COLIN-OESTERLE



Emmanuel
LEBEAU



Anne-Noëlle
QUILLOT



Martine
NICOLAS



Denis
JACQUAT

Droit d'expression
du groupe « Metz Demain »

Restructurations militaires : Des arbitrages injustes et partisans

« Sans mettre en cause le principe de la réorganisation des armées, il fallait au moins répartir équitablement les sacrifices entre les territoires. Or, près de 6 000 emplois vont être supprimés dans la région messine, qui supporte à elle seule plus de 10 % du total national des restructurations. Le constat d'une telle disproportion montre qu'à l'évidence, les arbitrages n'ont pas été rendus à partir de critères objectifs.

Les orientations initialement annoncées en mai 2008 par le cabinet du ministre de la Défense étaient tout à fait différentes car pour la région messine, les suppressions correspondaient alors à la proportion nationale. Notamment, il avait été indiqué qu'il n'était pas question de fermer la base aérienne de Frescaty et que si plusieurs régiments étaient supprimés, le transfert d'un autre servirait de compensation partielle.

En fait, la région messine a été victime d'influences politiques au profit d'autres territoires. Une telle façon d'agir est la négation même du sens de l'Etat et des valeurs républicaines qui ont été jusqu'à présent les fondements de la Vème République.

Le groupe « Metz Demain » du conseil municipal de Metz proteste donc solennellement contre la partialité et l'injustice des décisions qui ont été prises. Il demande à M. le Président de la République, à M. le Premier Ministre et à M. le ministre de la Défense de rétablir un minimum d'équité en faveur de la région messine.